



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

# Le docteur Mossadegh ou le casse-tête iranien

---

« Des agents Iraniens répandront de fausses rumeurs. Des sommes seront versées à certains membres du Parlement et aux principaux officiers de l'armée en échange de leur ralliement. Le jour prévu, il sera procédé à l'arrestation de Mossadegh. » Ainsi commence, en août 1953, l'opération « Ajax », menée par la CIA pour renverser le docteur Mossadegh, le Premier ministre iranien porté au pouvoir deux ans plus tôt. L'auteur de ce vade-mecum du parfait coup-d'Etat s'appelle Kermit Roosevelt, le directeur de l'antenne locale de la CIA. Il a monté l'opération dans les moindres détails, organisant des rendez-vous clandestins dans une villa miteuse du centre de Téhéran, achetant des généraux, soudoyant des députés aux Mahlis - la chambre des représentants - multipliant les pressions sur le Shah et recrutant des agitateurs professionnels. En quelques mois, ce sont au total

des centaines de milliers de dollars qui ont changé de mains. Le tout avec la bénédiction de Londres et de Washington. Au 10 Downing Street, résidence officielle du Premier ministre anglais, comme à la Maison Blanche, on a en effet décidé d'en finir une fois pour toute avec celui que l'on appelle avec mépris « le vieux Mossy ».

La raison de ce « coup de chaud » ? Le pétrole ! Depuis qu'au début du siècle, William Knox d'Arcy a obtenu une concession dans ce qui s'appelait alors la Perse, c'est l'Anglo-Persian qui exploite l'or noir iranien. Créée sous ce nom en 1909, majoritairement contrôlée par l'Etat anglais depuis 1914, la compagnie est devenue, au fil des années, un Etat dans l'Etat. Au début des années 1950, elle emploie 70 000 personnes et extrait chaque année 33 millions de tonnes de pétrole du sous-sol iranien. A sa tête : Sir William



Fraser. Gérant la compagnie en autocrate, cet Ecossais rigide n'a que mépris pour les Iraniens, « de simples métèques » à ses yeux. Si, officiellement, les autorités iraniennes ont accès aux livres de compte de l'Anglo-Persian, dans les faits Fraser se refuse à leur communiquer la moindre information. Contrôlant la principale source de revenus de l'Iran, l'Anglo-Persian ne reverse aux Iraniens qu'une infime partie de ses bénéfices : 10% en moyenne. Décidée à en faire le minimum, la compagnie n'a en outre jamais construit ces hôpitaux, ces routes et ces écoles que le traité de concession lui imposait d'édifier. Sur les gisements qu'elle contrôle, les ouvriers sont payés une misère et logés dans des baraquements sans eau ni électricité. « Tous les Iraniens vivent ainsi » raille volontiers Fraser à ceux qui s'indignent de pareilles conditions de travail. Dans le pays, la compagnie fait à peu près ce qu'elle veut, bénéficiant de la complaisance des autorités anglaises. Il est vrai que Londres considère l'Iran comme sa chasse gardée. En 1941, les Anglais ont même contraint à l'exil le fondateur de la dynastie des Pahlavis, Reza Khan, en raison de ses sympathies nazies, et imposé à sa place son fils Mohammed Reza. Jeune, timide, placé à la tête

d'un Etat gangrené par la corruption et soumis aux influences contraires du clergé chiite et des communistes du parti Tudeh, le nouveau Shah est bien incapable de résister aux pressions anglaises.

A la fin des années 1940, pourtant, le vent est en train de tourner. En 1949, portés par une même haine de l'étranger et encouragés par les événements survenus au Vénézuéla et les négociations en cours en Arabie Saoudite, les députés des Mahlis exigent la révision de l'accord de concession. A contrecœur, Sir Fraser est contraint de lâcher du lest. En juin 1949, un nouvel agrément est signé entre l'Anglo-Persian et l'Etat iranien. Il prévoit que les royalties versées par la compagnie ne descendront pas en-dessous de 4 millions de livres par an et promet l'accès d'un certain nombre d'Iraniens à des postes de responsabilités. Dans l'affaire, Sir Fraser n'a concédé que le minimum. Pressé par les Anglais, le Shah oblige son gouvernement à accepter l'agrément. En apparence, tout est rentré dans l'ordre...

Mais il reste encore une formalité à accomplir : soumettre l'accord aux Mahlis. C'est là que se noue toute l'affaire qui conduira, quatre ans plus tard, à l'organisation du coup d'Etat. Travaillés

par le nationalisme, les députés refusent en effet de voter l'agrément. A la tête des frondeurs, un homme : le docteur Mohammed Mossadegh. Né en 1882, appartenant par sa mère à la dynastie turque des Qadjar - celle-là même que renverse Reza Khan en 1921 -, il a fait des études de droit à Paris et à Genève avant d'occuper plusieurs postes ministériels dans les derniers gouvernements Qadjars. L'arrivée au pouvoir de Reza Khan l'a contraint à se retirer sur ses terres jusqu'en 1941. L'intro-nisation de son jeune fils par les Britanniques, cette année-là, le remet en selle. Elu député de Téhéran en 1943, ce modernisateur dans l'âme hostile aux dérives absolutistes du Shah se distingue l'année suivante en faisant voter une loi interdisant l'octroi de toute nouvelle concession sans approbation préalable du Parlement. Une première pierre dans le jardin de l'Anglo-Persian, qui fait de lui l'idole du Bazar, l'institution la plus puissante de Téhéran. C'est ce même Bazar qui, en 1979, orchestrera la chute du Shah d'Iran...

A la fin de l'année 1949, le docteur Mossadegh fait figure d'homme clé dans le dossier du pétrole. Député de Téhéran, il a été élu par ses pairs à la tête de la commission parlementaire des affaires pétrolières. C'est à

ce titre qu'il recommande à la chambre de refuser l'accord signé avec l'Anglo-Persian. La situation, cette fois, menace de tourner à l'affrontement. A Washington, on commence à s'inquiéter : en pleine guerre froide, on craint que l'affaire ne fasse le lit des communistes du Tudeh et ne finisse par ouvrir grand la porte de l'Iran à Moscou. A la demande expresse de la Maison Blanche, les autorités anglaises obligent donc un Sir Fraser toujours aussi réticent à conclure, en 1950, un nouvel accord. Etabli selon la règle des 50/50 désormais en vigueur en Arabie Saoudite, il octroie à l'Iran 50% des bénéfices de l'Anglo-Persian.

Si les Occidentaux pensaient, par ce moyen, calmer le jeu, ils en sont pour leurs frais ! Enhardis par ce succès, les Mahlis exigent désormais la nationalisation pure et simple de l'Anglo-Persian ! A Téhéran, où les communistes du Tudeh, les religieux menés par l'ayatollah Kshani et les nationalistes du Front national, le parti récemment créé par Mossadegh, se livrent à de sourdes luttes d'influence, l'atmosphère devient irrespirable. En mars 1951, le premier ministre Ali Razmara est assassiné en sortant de la chambre où il a plaidé en vain pour la signature de l'accord. Un mois plus tard, son successeur est contraint de

démissionner sous la pression de la rue. Aux Mahlis, une majorité de députés soutient désormais la candidature du docteur Mossadegh au poste de premier ministre. Le Shah, qui ne l'aime pas, est contraint de céder le 30 avril 1951.

A 71 ans, voilà le docteur Mossadegh à la tête de l'Iran, soutenu par une coalition hétéroclite qui va des religieux chiites aux communistes. Le programme de cet ascète qui, en raison de terribles maux d'estomac, travaille la plupart du temps depuis son lit, tient en un mot : nationalisation du pétrole. C'est chose faite le 1<sup>er</sup> mai 1951. Cette fois, et malgré les propositions d'indemnités faites par Mossadegh, l'affrontement avec l'Occident est inévitable. Pour l'heure cependant, les Anglais ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Consultée, l'Administration Truman refuse en effet de mener une action contre un leader nationaliste qui a la sympathie de la majorité des Américains. Londres en est donc réduit à imposer un embargo sur le pétrole iranien et à étudier l'option militaire. Le premier a pour effet d'enflammer encore plus les foules de Téhéran, habilement manipulées par les partisans de Mossadegh. Quant à la seconde, elle s'avère rapidement impossible : les Anglais

n'ont en effet pas les moyens de mener seuls une opération militaire de cette envergure.

Tout change cependant en 1952. A Londres, les conservateurs sont revenus au pouvoir. C'est désormais Winston Churchill qui dirige le pays. A 78 ans, le vieux lion n'a rien perdu de sa combativité. Pour lui, la question iranienne est une affaire de principes. Le hasard des élections fait qu'il dispose à présent d'un allié à Washington, Dwight Eisenhower, élu président des Etats-Unis en novembre 1952. Le nouveau locataire de la Maison Blanche est obsédé par la menace communiste. Winston Churchill n'a aucun mal à lui dépeindre un tableau alarmant de la situation en Iran : un pétrole nationalisé, un pays aux mains des communistes, tout le Moyen-Orient déstabilisé... Au début de l'année 1953, Eisenhower donne son feu vert pour le renversement de Mossadegh. Celle-ci sera menée par la CIA. En attendant, via le Département d'Etat, l'Aramco et les principales compagnies américaines reçoivent pour instruction d'inonder le marché de pétrole afin de maintenir les prix à leur bas niveau et de sanctionner tout acheteur de pétrole iranien. Le coup d'Etat est en marche...

15 août 1953. Depuis plus de deux ans, l'affaire du pétrole empoisonne les relations entre l'Iran et l'Occident. Sur les gisements laissés par l'Anglo-Persian, des techniciens iraniens tentent tant bien que mal d'extraire le pétrole. Mais à cause de l'embargo, l'or noir ne trouve plus preneur. Atteint au cœur, l'Etat iranien est au bord de la faillite. A Téhéran, le docteur Mossadegh, soutenu par les communistes du Tudeh, freine des quatre fers pour ne pas être attiré dans l'orbite de Moscou. Flairant le danger, le « vieux Mossy », passé maître dans l'art de manipuler les foules, est parvenu à se faire octroyer les pleins pouvoirs. Intimidé, le Shah a laissé faire. Pendant ce temps, Kermit Roosevelt agit dans l'ombre. Entré clandestinement en Iran au printemps 1953, il s'est assuré de solides appuis dans l'armée et aux Mahlis. Son plan est au point : après une campagne d'intimidation, Mossadegh sera arrêté. Sa tâche la plus difficile a été de convaincre le Shah. Pour que l'opération réussisse, il faut en effet qu'un ordre de destitution du premier ministre soit signé par le souverain. Hors ce pas-là, Mohammed Reza hésite à le franchir. Pendant des semaines, Kermit Roosevelt a dû multiplier les pressions sur le Shah, alternant les menaces et les promesses. C'est

finalement grâce à l'intervention de reine Soraya, qu'inquiètent les dérives autoritaires de Mossadegh, que l'agent de la CIA est parvenu à son but. Le 13 août 1953, Mohammed Reza Pahlavi signe les fameux décrets révoquant Mossadegh. Le coup d'Etat peut désormais avoir lieu. Il est fixé au 15 août 1953.

Ce qui qu'ignore Roosevelt, c'est que le complot a, depuis longtemps, été ébruité. Aussi, lorsque que dans la nuit du 15 au 16 août 1953, les unités ralliées se présentent devant le domicile du docteur Mossadegh, elles ne trouvent personne. Le premier ministre s'est réfugié en lieu sûr pour organiser sa défense. Le 16 août, la plupart des officiers supérieurs impliqués sont arrêtés. Terrorisé, le Shah s'enfuit à Rome. A Téhéran, Kermit Roosevelt reçoit l'ordre de rentrer d'urgence aux Etats-Unis. C'est alors que se joue le second acte. Décidé à mener à bien l'opération, le maître-espion organise un deuxième coup d'Etat ! Dès le 17 août, il fait distribuer dans toute la ville le texte de l'édit royal révoquant Mossadegh, ralliant le bazar à la cause du Shah. Dans le même temps, il organise des agressions contre les dignitaires chiites et les fait attribuer aux partisans de Mossadegh, s'assurant le soutien des religieux. Les

19 et 20 août, des manifestations monstres sont organisées dans les rues de Téhéran. A leur tête, des truands et des chômeurs, grassement payés par le général américain Schwartzkopf, conseiller militaire du Shah et père du futur commandant en chef des troupes américaines lors de la première guerre du Golfe. Le 24 août, après plusieurs jours de pillage, le docteur Mossadegh est arrêté. Deux jours plus tôt, le Shah est revenu en Iran, accueilli par une foule en délire manipulée par la CIA.

L'affaire laissera des traces durables. Elle est directement à l'origine des sentiments anti-américains qui, encore aujourd'hui, animent les Iraniens. Pour l'heure, les occidentaux ont atteint leur but : jugé par une cour martiale, le docteur Mossadegh sera emprisonné trois ans puis assigné à résidence chez lui, où il mourra en 1967. Pour l'Anglo-Persian aussi, l'affaire n'est pas sans conséquence. Affaiblie, la compagnie a dû accepter, sous la pression des Américains, de transférer ses actifs pétroliers iraniens à une société nationale iranienne - une concession pour ménager les susceptibilités des Iraniens - dans laquelle elle n'a plus que 40%, contre 45% pour les compagnies américaines, 14% pour

la Shell et 6% pour la CFP, future Total. A la faveur de la crise, les Américains sont parvenus à entrer dans une région où ils n'étaient pas. Arabie Saoudite, Iran : en ce milieu des années 1950, les Etats-Unis contrôlent directement ou indirectement deux des principaux pays producteurs d'or noir de la planète...

---

**Tristan GASTON-BRETON,**

Historien d'entreprises

[tgastonbreton@elzear.com](mailto:tgastonbreton@elzear.com)